

\$114 millions, comparativement à \$87.5 millions en 1974. Les recettes provenant de la location de films à des cinémas se sont élevées à \$79.8 millions, soit 69.9% des recettes totales. Les recettes provenant de la location de films pour la télévision figuraient pour 23.3%, et les autres 6.8% provenaient de la location de films à d'autres fins. En 1975, 864 nouveaux films ont été distribués, comparativement à 1,006 en 1974. Les nouveaux longs métrages étaient au nombre de 739, dont 439 en anglais, 194 en français et 106 en d'autres langues. Sur les 739 nouveaux longs métrages, 315 venaient des États-Unis, 124 de France, 79 d'Italie, 52 de Grande-Bretagne, 24 du Canada et 145 d'autres pays.

La production cinématographique en 1975 a été réalisée par 280 entreprises privées déclarant des recettes brutes de \$44.3 millions. Au total, 8,844 films originaux ont été déclarés, dont 8,609 par des entreprises privées et 235 par des organismes publics; sur ce nombre, 2,957 étaient des films ordinaires et des films publicitaires pour la télévision. Dans l'ensemble, on a produit 956 films autres que des films publicitaires — 117 pour le cinéma et 839 pour la télévision. Les 4,931 autres films étaient des films destinés ni au cinéma, ni à la télévision (818), des films silencieux (19), des films fixes (2,267) et d'autres genres de films (1,827).

**Agences de publicité.** En 1975, 242 agences de publicité ont déclaré un chiffre d'affaires brut de \$721.1 millions (tableau 18.18). Ce montant ne représente pas les dépenses totales consacrées à la publicité au pays, étant donné qu'une bonne part s'effectue autrement que par l'intermédiaire d'agences de publicité; qu'il suffise de mentionner les annonces classées dans les journaux et une certaine quantité de publicité au moyen de catalogues et par la poste. Sur le chiffre d'affaires brut total des supports publicitaires, \$228.6 millions représentaient la publicité dans les imprimés (journaux, magazines de fin de semaine, revues de consommateurs, revues professionnelles, pages jaunes, publications agricoles, etc.), \$248.2 millions à la télévision, \$77.4 millions à la radio, \$16.2 millions dans les supports extérieurs et les moyens de transport, \$20.1 millions pour l'envoi par la poste et \$6.4 millions pour d'autres supports publicitaires.

Le chiffre d'affaires total des supports publicitaires s'est élevé à \$570.3 millions; les frais de production se sont établis à \$126.3 millions, et les études de marché et autres services à \$24.1 millions. De 1972 à 1975, le chiffre d'affaires brut s'est accru de 34.8%. Le chiffre d'affaires total de la publicité, qui comprend les dépenses de temps et d'espace de même que les coûts de production, a augmenté de 33.2%; le chiffre d'affaires total des supports publicitaires, c'est-à-dire les dépenses d'espace et de temps seulement, a augmenté de 37.4%; les frais de production se sont accrus de 17.4% et les dépenses consacrées aux études de marché et autres services, de 103%. Au cours de cette période, la part du chiffre d'affaires relatif aux supports imprimés est tombée de 41.4% à 40.1%, tandis que la part de la télévision est montée de 41.3% à 43.5%; dans le cas de la radio la proportion est tombée de 14.1% à 13.6% et dans le cas des supports extérieurs, de 3.2% à 2.8%.

**Services informatiques.** En 1974, une enquête dans le secteur des services informatiques a révélé que 345 sociétés au Canada dispensaient des services informatiques à l'aide de 206 ordinateurs de capacités diverses, 1,150 terminaux et 1,847 postes d'accès. Les recettes totales d'exploitation ont atteint près de \$211 millions, les ventes et la location de «matériel» figurant pour \$6.7 millions, le traitement des données pour \$141 millions, le «logiciel» pour \$51 millions et l'entretien du matériel, la formation et autres services pour \$13 millions.

Sur le montant total des recettes d'exploitation, \$33 millions (15.5%) provenaient des services informatiques fournis aux institutions financières, \$43 millions (20.3%) aux entreprises manufacturières, et \$20 millions (9.3%) aux industries primaires (extraction minière, exploitation forestière, pêche, etc.). Divers autres commerces et établissements justifiaient du reste.

**Services non commerciaux.** Statistique Canada s'est lancé récemment dans un programme d'enquête visant le secteur des services non commerciaux de l'économie. Ce secteur comprend diverses organisations religieuses; les services